

Intervention aux Glières le 15 Mai 2011 de Philippe MARQUET agriculteur en Résistance contre la firme Lactalis

Bonjour à tous,

Je n'ai pas l'habitude de voir tant de monde dans mes prés ! Vous comprendrez mon émotion, accentuée de plus par le lieu. J'ai eu beaucoup d'appréhension à venir témoigner ici, même si j'en éprouve un plaisir énorme. Ce n'est pas souvent que l'occasion m'est donnée de m'adresser à un panel d'individus ayant en commun une volonté commune de vouloir changer cette société.

Hier à Thorens-Glières nous avons assisté à l'appel des Résistants ; ce que j'en ai retenu c'est ce que les Résistants qui sont d'un âge plus avancé que le mien m'ont dit à demi mot : "Les jeunes, allez y, c'est désormais votre tour". On a entendu parler de la nécessité pour les jeunes générations de prendre le relais, d'y aller, de lutter. Je suis content : aujourd'hui les jeunes sont nombreux ; il faut y aller. Pourtant tout est fait pour nous en dissuader : on nous tape dessus, on nous empêche de parler : pourtant un espace existe pour le faire.

Vous l'avez compris, je suis paysan, par choix, sans être fils ni même petit fils de paysan. J'affirme que en dehors de ma femme et de mes trois filles ma plus grande fierté est de faire ce métier qui consiste en fait tout simplement à essayer de nourrir un peu plus que ma famille, mais aussi des personnes qui boivent le lait de mes vaches, qui mangent les œufs de mes poules. Dans le programme du Comité National de la Résistance (CNR) figurait un petit chapitre sur l'agriculture. Il condensait beaucoup de choses en quelques phrases. Il était simplement écrit que, en plus de permettre à chacun de manger, il fallait aussi donner les moyens à ceux qui allaient produire cette nourriture, d'en vivre dignement, à eux et à leurs enfants.

En avril 2009 les industriels laitiers se sont mis d'accord pour nous acheter le litre de lait –faites la comparaison avec le prix que vous payez – 20 centimes d'euro le litre sorti de nos fermes soit un franc trente. A partir de ce moment là nous avons dit stop, parce que nous nous sommes rendus compte d'une part que nous faisons face à une collusion d'industriels privés et d'industriels coopératifs ainsi que de paysans soit disant représentatifs : Chez nous, au niveau national, c'est la FNSEA qui est toute puissante. Nous avons alors découvert que des paysans avaient été d'accord pour accepter un prix que nous qualifions comme "prix de la mort des paysans". Nous avons réagi en nous disant : "prenons nous en main, allons y",

L'année 2009 dans les départements de la Loire et du Rhône ça a été 42 jours et autant de nuits de manifestations de début mai à fin septembre. De ces actions j'en retiens plusieurs choses : en premier leur non violence, en second leur caractère collectif, notamment concernant la prise de décision d'action. C'est là où nous devons être forts tous ensemble pour décider collectivement d'actions collectives. Il ne s'agit pas d'additionner des actions individuelles, en conséquence faciles à réprimer. Nous avons vécu des moments intenses, vécus par d'autres avant nous. Dans l'échange on se grandit et on découvre que malgré nos limites, chacun a une pierre à apporter à la construction de l'édifice commun. La Confédération Paysanne élabore plus qu'un projet concernant les seuls paysans. C'est un projet de société axé autour d'une problématique élémentaire qui pour nous paraît extrêmement importante. Si elle l'est pour nous qui vivons le ventre plein, imaginons son importance pour ceux qui ont le ventre vide ! Soyons d'accord la dessus : ne laissons pas cette problématique aux mains de ceux qui veulent en faire une arme, un outil de destruction des peuples ou encore une source de profits énormes.

Nous nous sommes rendus compte de la pertinence de nos arguments – j'en suis sûr, j'y crois - et c'est aussi dans le déploiement des forces qui nous ont été opposées : nous vivons en sarkozie ; combien nombreux sont ceux qui vivent d'un système animé de la volonté de taper sur ceux qui manifestent et gueulent ; qu'il s'agisse des RG , gendarmes, flics... Plus encore on a découvert que les personnes qui achètent notre lait, ceux la vivent très bien sur notre dos. Je donne juste un petit chiffre : je livre mon lait chez Lactalis –Lactalis c'est Lactel, c'est Président, c'est Roquefort Société, c'est aussi je crois la moitié du marché du reblechon en Haute-Savoie- en 2009 l'année où l'on était en train de crever, Lactalis est passé de la 16^{ème} à la 13^{ème} place des fortunes françaises. Ce sont ces gens là qui nous mènent en justice. Je ne cache pas qu'au début alors que mon métier consiste à traire des vaches –je ne suis qu'un petit bonhomme sur sa ferme- j'ai pris ça comme un coup de massue. Quand collectivement nous y avons réfléchi, nous nous

sommes dits que si nous étions traînés en justice, c'est qu'on veut nous la faire fermer ; et si on veut nous la faire fermer c'est simplement que ce que nous affirmons a une pertinence et les empêche de mettre plus en avant leur recherche de toujours plus de profit. Si aujourd'hui j'avais quelque chose à demander à M^r Besnier le patron et propriétaire de Lactalis, qui va aussi devenir propriétaire du groupe italien Parmalat -ce qui va lui permettre d'être le 1^{er} groupe laitier mondial- ce que je voudrais lui dire –il a mon âge-, c'est "si vous le pouvez, regardez vos enfants et osez leur dire que pour augmenter vos profits vous allez pousser des paysans au suicide." Si ce mec là est capable de faire cela, forcément ensuite il ne pourra plus conduire ce rouleau compresseur pour faire quoi ? un tas de pognon ; qu'est ce que cela peut faire un tas de pognon ? Tous ensemble aujourd'hui ne sommes-nous pas plus riches que lui tout seul à compter son tas de pognon et à se sentir invincible ?

Un procès aura lieu le 1^{er} Juin, procès qui assigne conjointement au tribunal la Confédération Paysanne de la Loire et moi même qui présente juste deux petits inconvénients : d'une part je livrais mon lait chez Lactalis et au cours des manifestations on bloquait leur usine -mais ils ne pouvaient pas me virer comme producteur car ils savaient bien qu'il trouveraient face à eux un mouvement encore plus ample- , d'autre part –il m'a fallu du temps pour m'en rendre compte-, j'ai tenu tête un jour chez Lactalis à un gars, devenu depuis peu un des grands patrons ; et quand on est le grand patron d'une boîte qui doit pour satisfaire l'actionnaire réaliser toujours plus de profit, il faut savoir faire taire ces petits bonhommes qui demandent quoi ? simplement de pouvoir vivre.

Un paysan -tel que nous le sommes et souhaitons le rester encore demain- demande à pouvoir vivre décemment, il ne revendique pas des revenus énormes. Nous avons souhaité en 2009 gagner mille euros par mois. Ce ne sont pas des prétentions énormes mais suffisantes pour nous permettre ainsi qu'à nos enfants de vivre simplement.

J'aimerais que nous puissions échanger tous ensemble. Le 1^{er} Juin nous avons fait le choix d'élargir le débat, alors qu'on nous attaque au Tribunal Civil -et non Pénal- à Saint Etienne . Vous savez qu'en pareil cas nous sommes privés d'une tribune. Puisque celle-ci nous est empêchée à l'intérieur du tribunal, on a décidé de se la donner à l'extérieur. Il nous faut apporter du sens –ce que nous recherchons constamment- un élargissement, ainsi qu'un refus du corporatisme. Nous souhaitons offrir la parole à tous ceux qui la souhaitent, Nous organisons un forum dont le thème sera " aura t-on demain encore le droit d'être syndiqué ?, celui de manifester ? On veut nous faire signer aujourd'hui des contrats en production laitière. Celui envoyé par Lactalis m'interdirait le droit de manifester. Ainsi il me faudrait signer ça-je le tiens à disposition de qui veut ! Quand on vient ici apporter des arguments, il faut aussi des preuves. J'ai tout ça ici.

Comment défend t-on le droit syndical, celui de lutter ? Nous avons choisi un slogan sachant que nous savions à l'avance disposer de cette tribune. Ce slogan est "Debout, résistons à la dictature des profits". Je vous invite tous à venir le 1^{er} Juin. Ou encore différemment chez vous, à être acteur ce jour là, ou d'autres -j'ai entendu tout à l'heure dans l'assistance parler du 14 juillet-. Il va vraiment falloir cette fois que l'on se mette en route. En nous envoyant en justice ils ont échoué. Ils ont voulu nous faire fermer notre gueule. J'en ai une grande, je l'ai gardée ouverte. J'ai envie d'agir et dans ce lieu nous devons respecter la mémoire de ceux qui étaient là début 1944. Chaque fois que je viens ici, la photo qui me marque –la seule fois ou je trouve un garde à vous joli- est celle de Résistants qui gardent tous la tête haute. C'est cela qu'aujourd'hui il nous appartient de poursuivre, c'est le terrain sur lequel nous devons lutter. Pour cela, il faut être sûr d'une chose : d'une part nous avons raison, d'autre part nous sommes les plus nombreux. Si aujourd'hui les plus nombreux ne sont pas entendus, c'est qu'il y a un problème. Il faut arrêter de parler de démocratie.

Je finirai avec un petit mot politique. Ok il faut sortir du sarkozysme mais méfions nous de tomber dans un sarkozysme de gauche. Rendons à nos projets, à nos idées, à nos valeurs la place qui doit être la leur.

Merci à vous.